



SETTIMANALE CORSU  
 SETTIMANALE CORSU  
 SETTIMANALE CORSU  
 D'INFORMAZIONE  
 D'INFORMAZIONE

**DOSSIER**

# LE «J'EXISTE!»



## DES CITOYENS ET ÉLUS DU RURAL p3

Photos Tim Leonini, Clément Giudici

1,60€



INTERVIEW  
 DELPHINE  
 HORVILLEUR  
 P23

ÉDITO P2  
 ANNONCES LÉGALES P11  
 OPINIONS P22 • SORTIR P26  
 KAMPÀ P27



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I



## Una sumiglia di dibattitu?

**H**è principiatu, calchi ghjornu fà, u famosu Grandi Dibattitu, vulsutu da u Presidenti di a Republica. U scopu primu : apra un spaziu di scambi pà trattà di tutti i rinvidicazioni di u populu, ch'ellu s'ghjant'à u costu di a vita, ma micca solu. Par ùn dà torna di più l'impressioni di una verticalità chì, eppuru, asisti bè, è di un governu chì disprezza a so ghjenti. Una manera pà Emmanuel Macron, podassi, di pruvà à riducia a zerga di i Ghjilecchi Gialli. Si pudia pinsà tandu chì tutti i citadini, pocu impremi u so ranghju social, sariani assuciati à ssa messa tamanta inde tutti i regioni di Francia (micca sicuru da un'antra banda chì a Corsica fessi parta di u «Giru» di u Presidenti). Inveci, in Souillac, cumuna di u Lot a simana passata, nè disimpiegati, nè uparai, nè mancu capi d'intrapresi. Solu eletti, parchji centunai di merri, chì pariani ghjunti, à u megliu pà veda un meeting puliticu di l'anzianu candidatu Macron, à u peghju à un one man show di un umuristu chì ùn faria mancu rida un briaconu alegru u ghjornu di a San Patriziu. Tandu, à chì ghjova di cuntinuà un circulu cusì ? È si pò stunà omu chì ùn ci fussi ancu una riazioni arrabbia-ta di u populu chì soffri, quillu ch'ellu si veni à circà solu in tempi d'alizzioni. Una riazioni ch'elli ani patutu, inveci, i presidenti di l'Esecutivu è di a Cullittività di Corsica, Gilles Simeoni è Ghjuvan Guidu Talamoni, da a parti di certi, mentri ch'elli urganizavani, calchi ghjornu prima à ssa carnalata naziunali, una cunfarenza social à u Teatru di Bastia, cù una raprisintatività di a sucità isulana bella rispittata. Andareti à capiscia... In tutti i casi, «Jupiter» cuntinueghja a so strada, franchendusi, par avà, da tutti i scandali chì u poni tuccà da vicinu o da luntanu (cù un affari Benalla chì ùn pianta di facci sunnià d'una gattiva manera ogni ghjornu di più). Pà menu cà què, in altri paesi, ùn hè micca sicuru chì ssa sumiglia d'omu di Statu si fussi francatu di una prucedura d'impeachment...■

Santu CASANOVA

## SOMMAIRE

DOSSIER

P3



ANNONCES LÉGALES

P11

BRÈVES

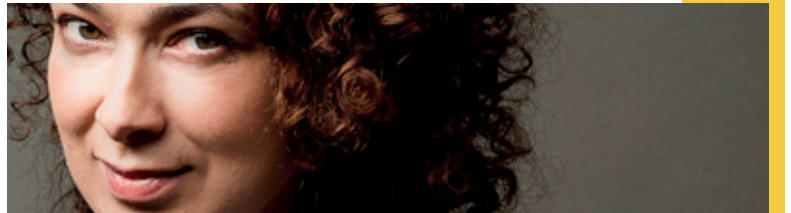
P21

OPINIONS

P22

INTERVIEW **DELPHINE HORVILLEUR**

P23



SORTIR

P26

KAMPÀ

P27

 <https://www.facebook.com/ICN.Informateur.Corse.Nouvelle>  
 <https://twitter.com/ICnActu>

**Vous** vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Bonifacio ou le Sartenaïs, vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?

**Vous** souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?

**Vous** aimez écrire et/ou prendre des photos?

**L'ICN recherche ses correspondants locaux.**

Écrivez-nous :

***journal@icn-presse.corsica***

# LE «J'EXISTE!» DES CITOYENS ET ÉLUS DU RURAL

**Des bleus à l'âme, mais pour autant la conscience d'être un échelon indispensable de la démocratie... En pleine contestation sociale, ce sont les maires des petites communes et plus particulièrement celles du rural, qui sont montés en première ligne pour faciliter l'expression citoyenne de leur administrés.**

**A**ux antipodes des affrontements de la capitale et des savantes analyses d'experts pour plateaux de chaînes d'info continue, l'Association des maires ruraux de France (AMRF) a lancé, le 8 décembre 2018, l'opération «mairies ouvertes». Sur fond de contestation sociale conduite par les Gilets Jaunes, elle entendait proposer, pour faciliter l'expression du plus grand nombre possible de citoyens, une solution alternative aux prises de positions tous azimuts sur des «réseaux sociaux qui excluent et attisent les tensions». Afin de favoriser le retour au «contact humain», elle a offert de s'appuyer sur «la proximité des mairies» pour tenter de «déboucher la surdité de nos gouvernants». L'AMRF donc appelé ses adhérents à recevoir leurs administrés (qu'ils se reconnaissent ou non dans les revendications des Gilets Jaunes), à recueillir leurs doléances et suggestions, pour ensuite réaliser des synthèses départementales de ces contributions citoyennes libres (car exprimées hors du cadre nécessairement contraint, voire biaisé, d'un questionnaire à choix multiples) et in fine les transmettre au Gouvernement, au Parlement et aux médias.

Un mois et demi plus tard, on peut parler de succès, ne serait-ce que s'agissant de l'intérêt qu'a suscité l'initiative. Fin décembre, plus de 4000 communes de moins de 3500 habitants avaient ouvert des «cahiers de doléances et de propositions citoyennes». De plus, le recours à la plateforme numérique fluidi.city a permis de faciliter l'expression de populations urbaines comme rurales, non sur des thèmes préselectionnés et encadrés, mais sur tous les sujets dont les citoyens pouvaient être désireux s'emparer.

Entre le 8 décembre 2018 et le 11 janvier 2019, des dizaines de milliers de contributions, émanant de tous les départements de métropole ont été collectées. Si elles font souvent état d'un quotidien difficile, elles sont surtout porteuses de demandes et, mieux encore, de propositions allant bien au delà du «yaka-fôkon», sortant du champ polémique pour aller vers

l'argumentation, la critique constructive. En croisant un premier échantillon des contributions, il apparaît que la première exigence, c'est celle d'en finir avec les «décisions venues d'en haut sans concertation»: plus de démocratie, plus grande proximité entre le citoyen et les prises de décisions politiques, davantage de participativité. L'attente est forte, aussi, en matière de justice sociale et fiscale, mais également d'emploi, de transition écologique et énergétique, de santé, de transports et de mobilité.

Mais un point se détache, celui de l'organisation politique et territoriale. De nombreuses critiques, parfois virulentes (quoique les invectives soient rares), visent le train de vie de l'État, des «grands» élus, des hauts fonctionnaires, y voyant une sorte d'insulte à l'égard de tous ceux qui œuvrent au bas de la pyramide, dans les régions, les cantons, les communes du rural, loin de la capitale et des fameux ors de la République. Au delà du reproche, fondé ou non, se fait jour un «sentiment d'abandon et d'injustice sociale» doublé d'un sentiment de «relégation territoriale». Sentiments peut-être d'autant plus forts que ces citoyens ruraux veulent encore croire en l'avenir et le rôle de leurs territoires. À d'autres, le «complexe du plouc» – selon l'expression employée par l'AMRF – qui, au prétexte qu'il vit à l'abri des vicissitudes et de la pollution des grandes villes, devrait se contenter de son grand bol d'air et son petit bol de soupe... Les ruraux veulent être vus, entendus. Et reconnus pour ce qu'ils sont: des citoyens dont la voix, pour Paris, ne doit pas seulement compter au moment des élections présidentielles, législatives ou européennes.

À cet égard, le succès de cette consultation informelle est aussi un succès politique pour ceux qui l'ont initiée, en ce sens qu'il plébiscite la démocratie de proximité: face à un État central jugé «aveugle» ou même «déconnecté» émerge l'attente de voir l'échelon communal ne plus être perçu comme le bas de l'échelle mais bien le premier degré de la démocratie. ■

Elisabeth MILLELIRI

**Créée en 1971**, l'AMRF fédère près de 10 000 maires ruraux. Le 16 décembre, elle a lancé l'appel des maires ruraux et le #mairiesouvertes. Elle a par ailleurs formulé 4 exigences: restaurer la commune en tant qu'élément «fondamental pour la démocratie, l'accès aux services et l'organisation territoriale»; établir un Agenda rural pour une prise en compte des besoins spécifiques des zones rurales afin de mener une politique de cohésion des territoires «qui rompt avec une pratique inefficace de priorisation du développement vers les métropoles»; considérer ruraux et urbains à égalité, notamment en gommant les écarts de dotations globales de fonctionnement forfaitaire (DGF) en fonction de la typologie de la population des communes et en accroissant les mécanismes de péréquation; et enfin introduire la notion d'espace dans la Constitution.

Savoir + : [www.amrf.fr](http://www.amrf.fr) & [www.appeldesmairesruraux.fr](http://www.appeldesmairesruraux.fr)



VENTURE SELVINI, MAIRE DE VIVARIO

# **LA COMMUNE, ÉCHELON DE PROXIMITÉ PAR EXCELLENCE**

*À Vivario, dans le Centre Corse, la municipalité a voulu permettre à la population d'exposer noir sur blanc ses critiques, ses attentes, dans l'optique du grand débat national, en proposant pour ce faire plusieurs moyens d'expression. Une démarche qui allait de soi pour le maire, Venture Selvini, convaincu que la démocratie implique de savoir écouter et comprendre...  
et que la commune est le premier échelon pour y parvenir.*



Une école primaire, un bureau de poste, une épicerie, un bar, des restaurants... Si, depuis 2009, sa population a décliné, passant de 532 habitants à 441 en 2016, Vivario reste, après Venaco et bien sûr Corte, la troisième commune la plus peuplée de la Communauté de communes du Centre Corse. Un village de montagne qui, s'il est confronté aux difficultés que connaissent nombre de villages de l'intérieur, a malgré tout préservé des services, et avec eux une vie, une certaine attractivité. Au reste, suite au recensement, l'équipe municipale espère voir la démographie amorcer une remontée pour s'établir à plus de 500 habitants en 2019.

Responsable du pôle administratif et logistique du Centre hospitalier de Corte-Tattone, Venture Selvini, 59 ans, en est le maire depuis octobre 2016. À l'heure où des voix s'élèvent pour réclamer une démocratie plus participative, il estime pour sa part que, quoi qu'il en soit, «*il est essentiel, en démocratie, d'écouter et d'entendre ce que le peuple veut exprimer. À cet égard, précise-t-il, nous organisons des réunions publiques où nous faisons un bilan de notre action et où les administrés nous font part de leurs observations et suggestions. Par ailleurs, lors des réunions du conseil municipal, le public est invité à intervenir et il dispose des documents examinés en séance. À ce titre, je pense que l'échelon communal, échelon de proximité par excellence, est le plus adapté pour capter de manière exhaustive l'avis des citoyens*».

Rien d'étonnant donc, à ce que la municipalité de Vivario ait pris l'initiative de mettre, elle aussi, un cahier de doléances à la disposition des habitants, sans s'arrêter aux éventuelles objections qui voudraient que, dans un village, un maire n'ait pas besoin d'entreprendre une démarche aussi formelle pour être au fait des préoccupations et des attentes de ses concitoyens. «*Il est vrai, reconnaît volontiers Venture Selvini, que le maire d'une commune rurale est quotidiennement au contact de ses administrés. Il connaît les situations individuelles de chacun d'entre eux et tente, dans la mesure du possible, d'améliorer leurs conditions de vie. Il connaît également leurs aspirations, leurs souhaits et prend en compte leurs suggestions. Néanmoins, la mise en place du cahier de doléances m'a paru opportune dans la mesure où il permet de connaître l'avis de nos concitoyens sur des sujets de portée nationale mais également sur des questions qui bien qu'importantes ne représentent pas les préoccupations auxquelles ils doivent faire face tous les jours*». Outre ce cahier, installé en bonne place à l'accueil de la mairie, les Vivarais se voient également offrir la possibilité de s'exprimer par Internet, en adressant un mail à la mairie, mais aussi de recourir à la plateforme *MairesetCitoyens*, qui s'est dotée d'applications pour ordinateurs, tablettes et téléphones, pour favoriser la communication entre les maires et leurs équipes et les administrés.

Entre-temps, l'Association des maires ruraux de France a, le 14 janvier, communiqué une première synthèse des doléances recueillies dans de nombreuses communes de métropole. Selon le président de l'association, Vanik Berberian, maire de Gargilasse-Dampierre, une commune de 342 habitants, dans l'Indre, c'est l'occasion «*de rendre visible cette réalité, qui n'apparaît que trop peu dans l'esprit de ceux qui gouvernent*» et qui est «*pour autant capitale pour notre pays dans un moment où le pacte social et territorial vacille*». Le document évoque même une «*déconnexion entre le peuple et ses dirigeants politiques nationaux*» particulièrement lorsqu'il s'agit de la réalité quotidienne des territoires ruraux. Une analyse à laquelle le maire de Vivario, sans la réfuter en bloc, ne souscrit pas totalement, posant en ce qui le concerne un constat plus tempéré: «*J'ai pris connaissance de la synthèse élaborée par l'association des maires ruraux de France. Je ne pense pas que ceux qui nous gouvernent soient éloignés des réalités et des difficultés rencontrées par le peuple. Cependant, je comprends que les personnes en situation de précarité et de vulnérabilité puissent ressentir ce sentiment de décalage entre les dirigeants mais également avec une frange de la population plus aisée. Les points mis en exergue dans la synthèse ne me surprennent pas. Néanmoins, je pense que l'installation de la fibre, les moyens de déplacements, le maintien des services publics de proximité sont les préoccupations principales des*

*habitants des territoires ruraux. Ces problématiques sont prises en compte par l'Etat (dotations DETR) et la Collectivité de Corse à travers son règlement d'aide aux communes qui priorise la lutte contre les fractures territoriales*». Il partage en revanche la conviction, exprimée par l'association, qu'une meilleure prise en compte de la ruralité mais aussi une plus grande décentralisation, sont souhaitables. «*Je pense en effet que la ruralité doit être considérée d'une manière positive et qu'il importe d'en exploiter toutes ses richesses. Toutes les initiatives qui iraient dans ce sens ne pourraient que nous satisfaire. Je suis un décentralisateur convaincu et je pense que l'Etat devrait donner plus de pouvoir aux régions. Aussi, j'estime que la Corse, de par son histoire, sa culture, sa situation insulaire, ses spécificités, devrait bénéficier du statut d'autonomie de plein exercice. Concernant les communes, il me semblerait opportun de déléguer certaines compétences aux intercommunalités (marchés publics, urbanisme, gestion de l'eau potable...)* Cette démarche permettrait de mutualiser les moyens et de disposer de compétences accrues dans des domaines demandant une grande technicité, surtout que le maire d'une petite commune ne peut maîtriser parfaitement tous ces sujets. J'estime également qu'il conviendrait de mener une réflexion sur la possibilité de fusionner un certain nombre de petites communes».

Pavé dans la mare ou message confié à la mer, le document que l'Association des maires ruraux a transmis au gouvernement vient faire écho aux résultats alarmants d'une enquête du Sénat sur la lassitude et même la crise des vocations qui a gagné les maires, tout particulièrement ceux des petites communes: 45% des élus locaux envisagent en effet de quitter la vie politique à l'issue de leur mandat actuel. «*Je comprends le blues des maires des petites communes d'autant plus que je partage ce malaise. Les raisons sont multiples: difficultés de concilier vie professionnelle, vie familiale et vie d'élu local, responsabilité civile et pénale toujours plus importante dans un contexte où on demande au maire d'être expert en finances publiques, en droit public et administratif, en travaux publics; manque d'échelon intermédiaire qui met en première ligne dans toutes les situations pour devenir le réceptacle de tous les mécontentements. Le mandat de maire est certainement le plus beau mais également le plus difficile*». Toutefois, si l'exercice est ardu, usant même pour certains, Venture Selvini est encore à même d'en apprécier les aspects positifs: «*Il est valorisant de se dire que l'on travaille pour le bien-être des populations et des générations futures, pour améliorer et faciliter la vie des administrés. Rien n'est plus satisfaisant que de voir des enfants heureux profiter d'une cour d'école, d'une aire de jeu ou d'un terrain de sport. On apprend également à mieux connaître nos concitoyens, à renforcer les échanges, à développer les solidarités*». ■ Elisabeth MILLELIRI

Photos Tim Leoncini







**«PIRE QU'EXCLUS,  
NOUS SOMMES TRANSPARENTS»**

*Au cœur de la Castagniccia, face au San-Petrone, le village de Piazzole. Si la région, grâce à sa richesse reposant sur la «civilisation du châtaignier», fut longtemps la plus peuplée de Corse, la piève d'Orezza ayant à elle seule compté plus de 5 000 habitants, Piazzole ne compte plus que 40 habitants, voire moins au cœur de l'hiver, alors que la commune en comptait plus de 200 avant 1914.*



**S**on maire, Paul-Jean Emanuelli, est un homme de la montagne comme il est un homme de la mer. Attaché à sa terre, marin de profession et directeur d'une entreprise de lamanage – il sera prochainement décoré du Mérite Maritime – il se désole de voir les villages de l'intérieur poursuivre leur déclin sans que rien ne soit fait pour les préserver. «*Nous sommes exclus de la société. Le monde rural est exclu, mais nous, dans la montagne, c'est pire encore, s'insurge-t-il, nous sommes transparents! Même au plan régional, on ne nous voit pas. Les budgets de la commune diminuent tous les ans, on a de moins en moins de moyens pour assumer les travaux prioritaires, de moins en moins de possibilités d'aides et de subventions, le réseau routier est à l'abandon depuis 20 ans, quant aux réseaux téléphoniques et internet, ils sont complètement inexistantes. Mais nous payons quand même nos abonnements, aussi cher que les autres, pour un service qui n'est pas rendu. Sauf que maintenant, tout se fait par internet: les déclarations, les demandes, tout... Et comme les services publics ont fermé, on n'a plus d'interlocuteur. Malgré cela, nous payons nos impôts, comme tout le monde sur le territoire national. J'ai rencontré d'autres maires du rural, originaires de différentes régions du continent: ce même malaise est partagé partout. Chez nous, il s'augmente des handicaps de l'insularité, de la cherté de la vie.*» Alors, s'ils espéraient une gestion girondine des territoires, les élus du rural se montrent souvent déçus de la présidence Macron. «*Nous avons été totalement ignorés. Tout est fait pour la capitale, pour les grandes villes. Ce n'est pas pour rien que le Président n'a pas voulu aller à la réunion des maires de France, là où tous les maires qui le souhaitaient étaient présents.*»

En Castagniccia, c'est cette fracture, aussi bien territoriale que sociale, qui est le plus fortement ressentie. D'autant que, dans la microrégion, les habitants, souvent petits agriculteurs ou retraités, pourraient difficilement quitter le village. Ils y ont leur maison. Il leur faudrait, avec dans de nombreux cas des retraites très modiques – autour de 800€ par mois – trouver aussi à se loger. «*La taxe sur les carburants a été un détonateur, c'est normal. Dans les villages, sans voiture, on ne peut pas vivre. Elle est nécessaire, et pour chaque membre de la famille. À Piazzole, pour acheter quelques denrées alimentaires, il faut faire 40 kilomètres aller-retour. L'agglomération la plus proche disposant de services est Folelli.*» Alors, pour aider ses administrés, le maire remplit tous les rôles: conduire le voisin âgé chez le médecin, faire des courses au passage, trouver un moyen pour répondre aux mails, constituer des dossiers en ligne, etc. Tout ça en plus de ses activités professionnelles. Et ce n'est pas tout... La fin annoncée de la taxe d'habitation vient grever des budgets déjà faibles. «*On n'a pas de moyens pour les travaux nécessaires. Quand les villes ont de l'argent et des services dédiés, nous, on se débrouille et on fait tout nous-même: le débroussaillage, l'entretien des ruelles, le déneigement et que sais-je encore. Le maire, dans un petit village, doit être disponible à 100%!*» S'il est l'élu dont les citoyens se sentent le plus proches, et dont ils pensent qu'il est celui qui les représente le mieux, il n'est pas évident qu'avec les évolutions liées notamment à la loi NOTRe, on trouve à l'avenir des candidats pour ces fonctions. «*Nous n'avons plus aucun pouvoir, poursuit Paul-Jean Emanuelli, en revanche, on nous a laissé toutes les responsabilités juridiques. À l'époque de la mise en place de la loi NOTRe, le préfet nous avait présenté les fameuses nouvelles communautés de communes comme la solution à nos difficultés: elles devaient permettre une mutualisation des services, des coûts, une gestion facilitée des dossiers... Les pieve d'Orezza et Ampugnani ont été regroupées avec la Casinca, et les coûts ont augmenté. Nous avons perdu des prérogatives et nous avons eu à payer des taxes supplémentaires. Nous avons, entre autres, perdu la compétence de l'eau et de l'assainissement. Alors, imaginez l'inquiétude des habitants qui, pour le moment, paient pour ce service qui ne pose aucun problème un abonnement annuel d'une trentaine d'euros et qui craignent de le voir confié à une société privée. La facture d'eau en plaine avoisine les 300€ annuels. En cas d'harmonisation, que se passera-t-il? Une aug-*

*mentation de 100%? En plaine, il y a des prestations qu'on n'a pas au village, les commerces de proximité existent, il subsiste des services publics, des écoles, des collèges, quelques transports en commun... Souhaite-t-on nous voir totalement disparaître? On peut raisonnablement se poser la question.*» La fin de l'échelon départemental – réforme propre à la Corse – n'a pas non plus, pour le moment, eu d'effets spécialement positifs. «*Pour toutes les demandes, il faut se rendre à Ajaccio. Et quand les dossiers traînent, y retourner. Même la mise en place du Comité de Massif, à ce jour, n'a pas entraîné de résultats concrets. Nous avons besoin d'aides financières mais aussi d'un soutien, d'un suivi pour nos projets. La porte de notre église, par exemple, est magnifique et unique dans l'île. Elle est classée par les Monuments historiques mais elle est en train de se délabrer. Nous n'avons pas de moyens et pas d'interlocuteurs – pas même ceux qui l'ont classée – pour pouvoir la réparer. Pourtant, par son originalité, elle a un intérêt touristique, donc économique pour la région.*» Quel avenir reste-t-il alors pour les villages de l'intérieur? «*On peut être inquiet. Il faudrait que des jeunes viennent s'installer. L'absence d'écoles, de services publics, de commerces ne les y encourage pas, mais nous n'avons de toute façon même plus la possibilité de leur permettre de construire leur maison sur un de leurs terrains familiaux: la loi Montagne se cumule avec le Padduc, la loi NOTRe, etc. Bref, hormis le centre du village, où il n'y a pas de possibilité, tout est gelé! De toute façon, étant donné les prélèvements fiscaux et les normes imposées, quelle activité leur permettrait de vivre décemment? Pourtant, alors qu'on ne parle que de bio, de consommer local et d'économie circulaire, n'aurions-nous pas une magnifique carte à jouer? Il faut revenir à une défiscalisation des activités dans l'intérieur, aider financièrement ceux qui désirent s'y installer et y créer une structure au lieu de leur ajouter des handicaps en les taxant plus encore. Si on ne met pas en place une nouvelle politique avec une fiscalité adaptée, dans 15 ans, en Castagniccia, on visitera des ruines comme on visite la grotte de Lascaux. On parle de Paoli, mais même le couvent de Piedicroce on n'arrive pas à le sauver. Pourtant, notre culture, nos racines, notre langue, elles sont là!*» N'ayant pas grand espoir d'être entendue, la municipalité n'a pas ouvert de cahier de doléances. Quant à suggérer aux administrés de contribuer en ligne, au vu des difficultés d'accès à Internet... Au-delà des problématiques liées à la pression fiscale, au coût de la vie, à l'emploi, aux services, etc., ce sont les politiques d'aménagement du territoire qui sont en cause. En Corse comme ailleurs. Le livre de Jean-François Gravier, Paris et le désert français, paru en 1947, et qui avait, dit-on, inspiré la politique du Général de Gaulle dans ce domaine, mériterait-il d'être relu? ■ **Claire GIUDICI**



# LOIN DE PARIS, LOIN DES CLICHÉS

La parole libre consignée dans les cahiers de doléances et de propositions représente des milliers de contributions. Une fois recueillies, il reste à les analyser et à en dégager les thèmes. En cours de réalisation -à titre bénévole- par Cognito\*, une étude permet de déchiffrer ce matériau «brut». Objectifs déclarés de l'étude: «restituer l'intégralité de la parole aux citoyens contributeurs sous une forme lisible par tous: faciliter la prise en compte de la diversité des points de vue par les décideurs locaux et nationaux; assurer la transparence et le suivi de la politique publique.»

Même si les résultats que nous publions proviennent d'une copie de travail en cours (sur la base de données arrêtées au 2 janvier), ils permettent de constater que, loin de l'image de «bouseux assistés» véhiculée dans certains médias, les citoyens du rural sont bien décidés à en être les acteurs. Ainsi, la demande principale vise à un accroissement de la démocratie, suivie d'une «moralisation» de la fiscalité. Le pouvoir d'achat n'arrive qu'en troisième position. On note aussi que des propositions «Gilets jaunes» côtoient des idées de la France Insoumise ou même des positions défendues par le gouvernement. Parmi les autres constats que dresse Cognito après lecture et analyse de tous les verbatims, «les contributions sont extrêmement étoffées, avec très peu d'invectives; les propositions sont constructives et refusent majoritairement d'entrer en polémique: on trouve de nombreux verbes d'action, arguments pour preuve, éléments de méthode,... et [on] remarque une grande volonté de construction, de l'espoir souvent.» Autant de raisons d'espérer que la parole en provenance de l'extérieur des métropoles soit entendue, ce qui est après tout le but affiché d'un «Grand débat» qui pour l'heure présente toutes les apparences d'une campagne électorale. ■ EP

## EXEMPLES DE CONTRIBUTIONS

■ «Abolir l'impôt sur l'impôt.  
Exemple: suppression de la TVA sur les taxes facturées en matière d'énergie etc..., rendre la CSG entièrement déductible.»

■ «La diminution des aides sociales destinées aux plus jeunes (CAF, APL,...) fragilise une classe d'âge déjà précaire»

■ «Légiférer sur les grandes surfaces, imposer des tailles limitées, n'autoriser que la vente, et non la productivité, leur imposer une taxe écologique quand ils détruisent l'aspect des abords de villes, limiter leur champ de compétence. Assouplir, et éche-lonner les règles de reprise d'un petit commerce, afin de développer les circuits courts.»

■ «Obliger les sociétés à consacrer 40% de leur résultat à la mise en fonds propres pour assurer la solidité du groupe, 30% au maximum à leurs actionnaires, et 30% au minimum aux salariés, sous forme de salaires, d'intéressement collectif et de participation.»

■ «Les transports en commun sont insuffisamment cadencés et ont une amplitude de fonctionnement trop limitée.»

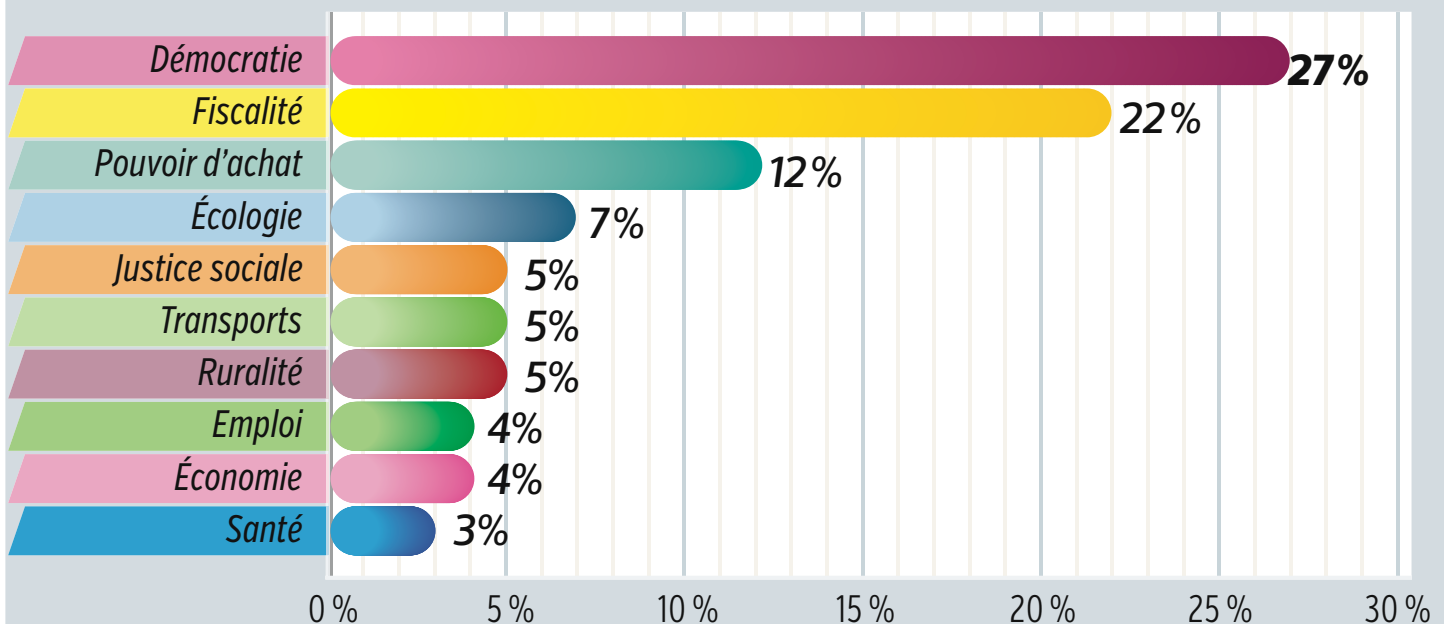
■ «Mettre le paquet sur la formation professionnelle, la meilleure assurance contre le chômage, la meilleure convention collective.»

Pour cette étude, Cognito a traité 3260 contributions de citoyens ruraux, desquelles se sont dégagés les 60 propositions et 10 thèmes représentés ci-contre.

Société spécialisée dans «l'analyse des contributions citoyennes issues des opérations de consultation, concertation et démocratie participative.» Cognito utilise des outils d'analyse sémantique pour décrypter la parole citoyenne, cartographie l'opinion publique et ses idées sous forme d'arbre des connaissances», dont nous reprenons ci-contre la version issue de l'opération «mairies ouvertes».

Cognito a réalisé plusieurs «arbres des connaissances» de débats publics nationaux ou locaux, dont celui de Désirs d'Avenir en 2007 (160 000 contributions), celui du débat LGV pour la CNDP, et plusieurs analyses avec les médias dont Libération et Le Parisien. ■

## LA DÉMOCRATIE, PREMIÈRE PRÉOCCUPATION DES CITOYENS EN MILIEU RURAL



Les pourcentages fournis par Cognito ne comportent pas de décimales

Données Cognito arrêtées au 2 janvier après analyse des cahiers de doléances et de propositions



**BRANCHE «POUVOIR D'ACHAT ET VIE QUOTIDIENNE»**

- Développer les commerces de proximité
- Encadrer les loyers
- Maintenir les services publics en milieu rural
- Baisser les impôts et les taxes
- Supprimer le CICE
- Augmenter le pouvoir d'achat
- Alléger le contrôle technique
- Lutter contre les déserts médicaux

«Il faut stopper la centralisation des services de santé vers de grands pôles déshumanisés.»

**BRANCHE «ÉCOLOGISTE»**

- Mettre en œuvre la transition énergétique
- Favoriser l'isolation des bâtiments
- Favoriser une agriculture biologique et durable
- Lutter contre le réchauffement climatique
- Arrêter le nucléaire
- Interdire l'usage des pesticides

«Il est urgent de taxer le fuel lourd des bateaux et le kérosène des avions afin de rétablir un équilibre avec les autres taxes carburant que nous subissons plein pot»

**BRANCHE «REFONTE DES INSTITUTIONS»**

- Interdire le cumul des mandats
- Supprimer le Sénat
- Reconnaître le vote blanc
- Exiger un casier judiciaire vierge pour les élus
- Mettre en place une procédure de destitution du Président
- Réduire le nombre de parlementaires
- Rétablir une dose de proportionnelle
- Mettre en place une assemblée constituante

«Arrêt du cumul des mandats, et pas plus de 2 mandats consécutifs, et casier judiciaire vierge»

**TRONC COMMUN RIC BIS ET JUSTICE SOCIALE**

- Instaurer un référendum d'initiative citoyenne
- Revaloriser les retraites
- Développer les transports en commun
- Revaloriser les minima sociaux
- Investir dans la formation

«Régulation des salaires des cadres et dirigeants, y compris attribution d'actions gratuites, limités à un plafond fixé à 20 fois le salaire le plus bas constaté dans l'entreprise, en y incluant les salaires des employés à temps partiel»

« Réduire les dépenses des élus de façon qu'elles soient en adéquation avec la moyenne des salaires »

**BRANCHE DES «SENIORS»**

- Supprimer la CSG sur les retraites
- Revaloriser les retraites
- Développer les transports en commun
- Revaloriser les minima sociaux
- Investir dans la formation

«Transports en commun gratuits et publics, rétablissement des services publics, des petites lignes de trains et favoriser le transport de marchandises ferroviaires»

**TRONC COMMUN: TOUT CE QUI FAIT CONSENSUS**

- Mettre fin aux privilèges des élus
- Augmenter le Smic et les salaires
- Rétablir l'ISF



ANTICOR

## LES ATTENTES FACE AU GRAND DÉBAT

Photo Claire Giudici

**Au plan national, l'Association contre la corruption et pour l'éthique en politique, Anticor, participera au grand débat lancé par le Président de la République.**

**Si la gestion de ce débat par le politique le laisse sceptique, s'il se demande encore comment les citoyens seront associés à la synthèse de ces revendications, Dominique Yvon, référent local d'Anticor, adressera à Paris les remarques émanant de l'île.**

«La crise des Gilets Jaunes, même si chez nous elle s'est manifestée de façon moins importante, a mis en exergue des points sur lesquels nous sommes déjà intervenus: la cherté de la vie (carburants, grande distribution, transports, etc.) mais également l'absence de démocratie, la non prise en compte des attentes des citoyens. Pour la Corse, souligne Dominique Yvon, la question principale pour Anticor, est celle de la présence de l'Etat. Il supprime des fonctionnaires - un moyen de faire des économies sans doute... parallèlement, on entretient des cohortes de bénéficiaires, un peu plus de transparence serait souhaitable - mais il a de moins en moins de moyens pour assumer ses devoirs régaliens, notamment en matière de contrôles, de police et de justice. Nous le dénonçons régulièrement. Anticor vient de remettre le prix Ethiques à David Brugioni, maire de Centuri, et Séverin Medori, maire de Linguizzetta, qui ont eu le courage de s'opposer au système, à la corruption, de prendre des décisions malgré les pressions qui pèsent sur eux et leur entourage. Mais il faut que tous les vrais coupables de ces agissements soient poursuivis par la justice, sinon le sentiment d'impunité persistera. Nous sommes aussi à l'origine de la plainte pour une fraude aux subventions européennes destinée aux exploitations agricoles. Près de 36M€ pourraient avoir été détournés en 4 ans. S'il appartiendra à l'enquête de mettre en lumière les responsabilités des exploitants indélicats, il y a également celles des autorités qui ont laissé faire. Ces carences, on les retrouve dans de nombreux domaines, malgré les discours pompeux tenus lors des rentrées des tribunaux. On y annonce de belles statistiques alors qu'on a mis de côté des plaintes qui impactent le quotidien des citoyens. Vie chère, coût du carburant participent du même phénomène. Comment un groupe peut-il s'installer en 5 ans et se trouver en situation de quasi-monopole? Comment

peut-on laisser une grande surface se construire et ouvrir ses portes sans autorisation?»

Alors que les revendications vont vers plus de démocratie, la réforme électorale, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019 interroge aussi l'association. «On a supprimé les commissions administratives, remplacées par des commissions de contrôle, nommées par le préfet, sur proposition du maire, qui auront pour mission le contrôle a posteriori des décisions d'inscriptions et radiations, et l'examen des recours administratifs qui seraient formés. Le maire aura seul la responsabilité d'ajouter de nouveaux inscrits et ce jusqu'à 37 jours avant la date du scrutin.»

Quant à la transparence des marchés publics, «pour tout marché de moins de 100 000 €, l'attribution pourra se faire sans appel d'offres préalable et sans mise en concurrence. C'est en vigueur depuis le 26 décembre 2018. Jusque-là, de telles pratiques relevaient du tribunal correctionnel. Vous imaginez les dérives possibles?»

Anticor a développé ses propositions en 6 points: «suppression des privilèges anachroniques des élus» [Président de la République, parlementaires...], «davantage de transparence» dans la vie publique, lutte efficace «contre les conflits d'intérêts» et «contre les atteintes à la probité», amélioration de «la participation des citoyens aux décisions» avec notamment la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne. «On rejoint les attentes relevées dans l'île et les attentes des Gilets Jaunes sur tout le territoire. Face à la «société liquide» théorisée par Zygmunt Bauman, n'offrant désormais aux individus qu'une liberté anxigène, dérégulée et privatisée sur l'autel de la consommation, on peut espérer qu'en se structurant, en faisant bloc, en reconstruisant les structures qui s'étaient effritées, nous parviendrons à créer des «barrages» pour inverser la tendance...» ■ Claire GIUDICI





## LE SAVIEZ-VOUS ?

Ventes, cessions d'entreprises  
et fonds de commerce.  
Actulégales.fr publie chaque  
jour les meilleures opportunités.



Actulégales.fr, avec votre journal

**Actulegales.fr**

Tous les jours, toutes les annonces légales entreprises

POUR FACILITER LA RENCONTRE DE NOS FIDÈLES LECTEURS

AVEC LES ANNONCEURS INSULAIRES,

ICN A CONFIE LA RÉGIE DE SA PUBLICITÉ COMMERCIALE À CORSE REGIPUB

ET VOUS REMERCIE PAR AVANCE POUR L'ACCUEIL QUE VOUS RÉSERVEREZ

À STÉPHANE BRUNEL ET SON EQUIPE...

**CORSE REGIPUB SAS**

**M. STÉPHANE BRUNEL**

**TÉL. 0612 03 52 77**

**mail: brunel.stephane@yahoo.fr**



## Bulletin d'abonnement

À remplir et à retourner sous enveloppe affranchie à :  
ICN CorsicaPress éditions • Immeuble Marevista • 12, Quai des Martyrs • 20200 Bastia

### JE M'ABONNE

Pour un an à la version papier pour **60€**       Pour un an à la version web pour **30€**

Pour un an à la version papier plus version web pour **65€**

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ VILLE : \_\_\_\_\_

**Pour recevoir la confirmation de mon abonnement et les informations liées à mon compte client, j'indique mon adresse e-mail (en capitales) :**

EMAIL : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Je désire recevoir gratuitement la newsletter d'ICN

J'accepte de recevoir les informations d'ICN  Oui  Non  
et de ses partenaires  Oui  Non

#### Ci-joint mon règlement par :

Chèque à l'ordre d'ICN  Carte bancaire

N° :

Expire fin: \_\_\_\_\_ Clé: \_\_\_\_\_ Les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

Date et signature obligatoires

CORSICAPRESS ÉDITIONS SAS • RCS BASTIA 528 790 033





TROPH'ENERGIE

## STIMULER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Organisé par l'AUE, ce concours a pour vocation d'accompagner les porteurs de projets engagés pour la transition énergétique.

Jusqu'au 30 janvier, sur la page Facebook de l'AUE, vous pouvez voter pour votre projet préféré.



Depuis plusieurs années, soucieuse de s'engager sur le chemin des énergies vertes et de protéger par la même occasion sa manne environnementale exceptionnelle, la Corse s'est engagée dans une politique volontariste et ambitieuse en matière de développement durable. Appels à projets solaire-thermique, aides financières pour l'achat de vélos électriques mais aussi pour la rénovation énergétique de logements individuels avec le programme Oreli sont quelques uns des dispositifs mis en œuvre par la collectivité par le biais de l'Agence d'aménagement d'urbanisme et d'énergie de la Corse (AUE).

Pour encourager encore cette dynamique, chaque année, l'agence organise un concours régional à destination des insulaires porteurs de projets dans le secteur du développement durable, des énergies renouvelables, de la maîtrise de l'énergie, et de l'amélioration de la qualité de l'air et/ou de la mobilité durable. Baptisée Troph'Energies, l'opération vise ainsi à valoriser les démarches exemplaires de ceux qui ont réalisé des travaux ou des opérations allant dans le sens du développement durable durant l'année écoulée en Corse. Pour l'édition 2018, l'appel à candidatures, ouvert jusqu'au 18 décembre dernier, a permis au jury de l'AUE de présélectionner 11 candidats dans quatre catégories: particuliers, associations, collectivités locales et professionnels.

Après cette première étape, c'est désormais aux internautes de voter pour leur projet préféré dans chacune des catégories sur la page Facebook de l'AUE\*. Du 23 au 30 janvier, des vidéos qui viennent présenter chaque projet y sont en effet diffusées et soumises aux «likes» des internautes. La règle étant que celui qui aura récolté le plus de «likes» dans sa catégorie sera désigné grand gagnant du concours. Les quatre lauréats se verront ensuite remettre un chèque dont le montant peut aller jusqu'à 10 000€ pour les aider dans leur projet.

À noter que, petite nouveauté cette année, un «Coup de pouce» pourra être également attribué pour encourager un projet original qui ne pourrait être financé sans le soutien de l'AUE. ■ Manon PERELLI

\* <https://www.facebook.com/aue.corsica/>

### 14<sup>e</sup>

Les chiffres de la semaine

position (c'est-à-dire bonne dernière) pour la Corse au palmarès 2018 des régions françaises en matière d'offres d'emploi établi par Jobijoba, société dédiée à la recherche d'emploi sur internet qui y a recensé 13 727 offres d'emploi. Soit seulement 0,2% (contre 23,7% en Ile-de-France) de l'ensemble des offres comptabilisées l'an passé par le site, en métropole et dans les Dom Tom.

### 6

Les chiffres de la semaine

équipes pour représenter l'Académie de Corse aux Championnats de France UNSS de Cross-Country à Bordeaux les 25 et 26 janvier 2019. Elles sont issues des collèges de Porticcio et Porto-Vecchio, ainsi que du Lycée Fesch d'Ajaccio et du Lycée Jean-Paul de Rocca Serra de Porto-Vecchio. L'épreuve réunit 2000 finalistes, membres des Associations sportives des collèges et lycées de France.

### 68 %

Les chiffres de la semaine

des Français estiment que le gouvernement n'a pas été à la hauteur en matière de maintien de l'ordre durant le mouvement des Gilets Jaunes, selon un sondage Odoxa pour le compte de Fiducial. Pour 64% des sondés l'action des forces de l'ordre n'est ni efficace ni adaptée. S'agissant de l'usage de la force, 23% l'estiment insuffisant, 35% le trouvent proportionné, 42% le jugent excessif.

## Is yellow the new black ?

**L**e 15 janvier, Emmanuel Macron lançait le grand débat national. Saluons la performance d'un président qui ne tentait pas de battre la durée d'interprétation du Soulier de satin de Paul Claudel, mais de proposer une méthode d'expression démocratique et ouverte à tous. Près de sept heures de stand-up, en moins comique nonobstant certaines mises en bouche langagières pour détendre une salle composée d'élus exprimant les craintes, peurs et attentes de leurs administrés qui, eux, se débattent au quotidien. La presse se fera largement l'écho de ces échanges, prévus jusqu'au 15 mars, et des prochains actes revendicatifs des gilets jaunes dans cet autre théâtre qu'est la rue. Pourtant et bizarrement, peu ou pas d'analyses sur le faible impact du jaune en Corse. Surprenant, quand on constate que chaque année cette île est brillamment mise en lumière pour son côté carte postale ou, au contraire, pointée du doigt dès qu'elle fait entendre une voix différente de celle de Paris. N'avez-vous pas remarqué, observateurs de France et de Navarre, le calme qui règne tous les samedis ici ? Le silence de la population insulaire ne vous interpelle-t-il pas alors que cette dernière aurait toutes les raisons –peut-être pas du monde mais au moins de France – d'être en colère, quand on s'intéresse de près aux chiffres de l'Insee relatifs à sa paupérisation, au taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, au sous-équipement routier, au manque cruel de logement, etc. Pourquoi, malgré quelques rares actions territoriales, ce déconcertant mutisme insulaire n'est-il pas analysé ? La Corse serait-elle passée à autre chose ? Aurait-elle compris que son avenir ne pouvait plus se décider réellement là-bas ? Et l'expression jaune continentale d'aujourd'hui ne serait-elle pas, en fait, que le bis repetita d'une colère noire déjà exprimée ici, un certain 10 décembre 2017 ? ■ **Dominique PIETRI**

## LA PRESSE EST LIBRE

La séquence que nous venons de vivre avec des agressions répétées envers les médias et les journalistes, en marge des manifestations des «Gilets Jaunes», est particulièrement inquiétante.

Le Syndicat de la presse hebdomadaire régionale, le Syndicat de la presse quotidienne régionale, le Syndicat de la presse quotidienne nationale et le Syndicat de la presse quotidienne départementale les condamnent fermement, apportent leur soutien à tous les journalistes et rappellent que la liberté de la presse est essentielle pour l'existence et le fonctionnement de notre régime démocratique.

Cette liberté est considérée par la Cour européenne des droits de l'homme comme une composante de la liberté d'expression. La libre communication des pensées et des opinions n'est pas négociable, c'est un des droits les plus précieux de l'Homme inscrit parmi les fondements de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Les intimidations ou les violences de ces dernières semaines n'y feront rien. La presse est libre, définitivement. Nous y veillerons.

**Jean-Michel BAYLET**

Président de l'Alliance de la presse d'information générale

## FALLAIT LE DIRE «Je vous rappelle que Galilée était tout seul face à la majorité pour défendre l'idée que la Terre était ronde et tournait»

c'est la comparaison hardie osée par la mirobolante **Marlène Schiappa** sur RMC direct le 22 janvier. Qu'elle invoque le père de la physique moderne, passe encore. Qu'elle le fasse pour plaider l'organisation d'un débat politique chez Hanouna, tenancier de club politique de haute tenue, c'est, sinon intelligent, du moins cohérent avec le personnage et son don certain pour le trash. Mais évoquer la rotondité de la Terre comme thèse hardie au XVII<sup>e</sup> alors qu'elle était admise depuis l'Antiquité fait plus que flirter avec la cuistrerie. Heureusement que ses attributions gouvernementales n'ont rien à voir ni avec l'Histoire, ni avec l'enseignement, ni avec la science. ■ **EP**

## EN LIBERTÉ EN LICE AU PAYS DES MERVEILLES.

**À moi, comte, deux mots!** En interpellant ainsi le Maître des lieux, j'ai fait, tout éveillé, un rêve étrange et pénétrant au Pays des merveilles. Puis réel et irrationnel se sont unis pour mieux se confondre, comme dans tout rêve. Le ton, les propos qui suivirent l'interpellation, étaient peu amènes. J'en conviens. Le comte en a pris offense. Il avait donc le choix de l'arme. Redoutable brétailleur des mots, il a choisi le verbe. Il a aussi choisi et délimité le champ de la rencontre et déterminé les modalités de nos respectives entrées en lice. Précédé de ses hérauts d'armes, oriflammes déployées, il portera armure sur sa cuirasse et pourra, selon son bon vouloir, baisser la visière de son heaume. Tout en se réservant le droit de porter des coups d'estoc ou de taille sur le crâne dénudé de l'adversaire. Moi, goujat protégé d'un hoqueton de livrée et d'un gilet couleur du pavillon à hisser en cas de peste à bord de la nef, j'userai de mes mots élimés au fil des siècles. Le comte décidera du premier assaut et des suivants. Avec interdiction d'interrompre l'engagement au premier sang. Concept plus ambigu, il est par ailleurs question de «tout mettre sur la table». Propos dignes de fraternelles agapes sur la plancha maculée de vin rouge d'une auberge espagnole ou macabre marbre froid d'une table d'autopsie prête à recueillir les dépouilles des vaincus ? Mon pessimisme chronique me pousse vers une imminente crise de panique. Pourtant, émissaires accrédités et gonfaloniers du comte, drapés dans leur superbe, vont de louanges en Te Deum, se veulent rassurants sur l'issue de telle joute, affirment à qui veut entendre que tout ira au mieux, dans le respect du code de notre chevalerie. Du reste, cinq arbitres impartiaux ayant l'agrément du comte se chargeront d'en être garants. Dans de telles conditions, pourquoi alors se mettre martel en tête, s'agiter, suer d'angoisse ? Pourquoi redouter le jugement de Dieu ? Vox Dei, vox populi ! et vice versa... Non ?

Je ne sais pas. Je ne sais plus. Pour ne rien vous cacher, la peur m'étreint plus que le doute. Il est certes question d'un vent nouveau. Zéphyr ? Sirocco ? Brise du serein ou souffle méphitique ? Eole n'en dit mot mais ajoute à mes craintes : souvent lorsque le vent mauvais se lève, bien des roseaux se couchent. Etetés ou pas, tous ne seront pas déracinés... et mon rêve chichement éclairé par une lanterne sourde vire au cauchemar, dans la quasi-certitude de voir poindre une aube de lendemains qui déchantent. ■

**Paulu Santu MUSÈ-PUGLIESI**



DELPHINE HORVILLEUR

**L'INCREDVABILITÉ JUIVE  
PERTURBE L'ANTISÉMITTE**

**Comment l'antisémitisme s'est-il développé ?**

**Comment s'en prémunir tout en échappant  
au piège de la tentation victimaire ?**

**En cette période de repli identitaire et de négation de l'autre,**

**Delphine Horvilleur, rabbin défendant un judaïsme libéral,**

**décortique les textes sacrés, les traditions et légendes juives**

**pour mieux analyser la psyché antisémite**

**et combattre cette haine qui n'a rien d'ordinaire.**



Photos JF Paga pour Grasset

**Dans La réflexion sur la question juive, Sartre définit l'antisémite comme un homme qui a peur, non pas des Juifs, mais de lui-même. Dans votre essai Réflexion sur la question antisémite, comment définissez vous l'antisémitisme?**

L'antisémitisme est un mal capable de muter et de se revivifier dans des contextes différents. Les discours antisémites, qu'ils soient théologiques, politiques, économiques ou idéologiques, ont des marqueurs communs et récurrents. Ils se parent d'autres vêtements mais racontent une même histoire, celle de l'angoisse propre à la psyché antisémite et de la peur de la contamination, la pollution et la déperdition de nos identités. L'antisémitisme surgit ou se développe toujours quand un individu, un groupe, une famille, une nation font face à cette angoisse identitaire et plaquent sur le nom juif, l'origine ou la responsabilité de leurs failles, leurs échecs.

**En quoi la lecture des textes sacrés vous permet-elle de réfléchir sur cette question antisémite?**

J'ai essayé de comprendre comment les textes juifs parlent de l'antisémitisme. Non pas en cherchant une clé d'interprétation que d'autres n'auraient pas, mais en m'appuyant sur la lecture pertinente de la psyché antisémite par des sages et des interprètes qui ont su finalement nous mettre en garde, en nous disant pratiquement que nous ne nous débarrasserions pas de ce phénomène qui retrouverait de la vigueur de génération en génération. Ces textes sont une promesse de résilience qu'il me paraît utile d'explorer aujourd'hui pas juste par les Juifs mais par tous et dans un temps qui engluie et parfois assassine littéralement par la compétition victimaire. Certains aujourd'hui définissent le Juif uniquement à travers une histoire lacrymale et une compétition des douleurs. Bien souvent, dans l'antisémitisme contemporain, après la Shoah, il y a cette fâcheuse et terrible tendance à reprocher au juif, parce qu'il a souffert, de bénéficier d'un statut de victime suprême qui éclipserait d'autres douleurs. Marcelline Loridan-Ivens a parfaitement exprimé ce jeu de la compétition victimaire dans une phrase qui est très juste « *les antisémites ne nous pardonneront jamais le mal qu'ils nous ont fait* ». Cette incroyable juive perturbe l'antisémite.

**Ne pensez-vous pas que l'analyse par les textes religieux puisse gêner ?**

Plein de gens n'ont pas un rapport particulier avec la croyance mais ont une curiosité forte pour le texte, son interprétation et la manière dont il peut encore parler parfois politiquement ou poétiquement et qui entre en résonance avec notre temps. Le judaïsme n'est pas construit autour de la croyance ou des dogmes mais a un rapport particulier au mot et à son interprétation relevant du sacré.

**N'est-ce pas justement parce que le judaïsme n'est pas prosélyte qu'il dérange l'antisémite ?**

Le judaïsme dit à la personne qui n'est pas juive, tu n'as pas besoin de te convertir pour être quelqu'un de bien, de mieux, pour avoir ta vérité. Ce non-prosélytisme qui aurait pu jouer en faveur du judaïsme l'a desservi contre lui dans bien des moments de son histoire parce qu'au pire de la rhétorique antisémite il est interprété comme





de l'arrogance, et un refus d'intégration de la part des juifs. Ça relève de l'envie, de la jalousie et de la filiation. Les antisémites parlent souvent des juifs comme d'un peuple élu alors que le judaïsme rabbinique prend seulement en compte un particularisme juif, une manière d'être mis à part par d'autres nations. Ça ne relève pas d'une quelconque supériorité ou d'un droit particulier. Ce serait plutôt l'inverse, celui du devoir qui incombe vis-à-vis des autres.

**En quoi la faille sur lequel se construit le Juif est l'un des secrets de sa pérennité mais aussi ce que l'antisémite rejette ?**

Il y a, dans l'expérience juive, cette conscience qu'en bien des situations, le juif est à la fois le même et l'autre. Il est comme les autres mais doit agir en prenant en compte que, pour certains, il n'est pas comme eux. Ce décalage permanent crée une conscience aigüe de cette dualité intérieure. Alors quand certaines personnes ont envie de se raconter leur histoire en décontamination de l'autre, c'est-à-dire en étant dans une identité qui se veut authentique, intégrale et pure, le Juif va devenir le nom de ce qu'elles ne veulent pas voir en elles.

**Que penser de l'antisémitisme d'aujourd'hui ?**

On assiste clairement à un déroulé à la fois inédit et bien connu des haines. L'antisémitisme est toujours la première vitrine d'une haine beaucoup plus globale. On a assisté ces dernières années au manque de vigilance et de capacité de la nation française à nommer la montée de l'antisémitisme, à reconnaître par exemple le caractère antisémite de l'assassinat de Ilan Halimi, des enfants de Toulouse\* en tentant d'imputer ces assassinats au conflit israélo-palestinien importé ou aux tensions intercommunautaires, ou de reconnaître le caractère aggravant antisémite de celui de Sarah Halimi. C'est comme s'il y avait une latence particulière qui aboutissait à la haine, Et cette haine aboutit aux attentats terroristes, à un déferlement de violences. L'antisémitisme est en général le système d'alerte qui clignote avant que la voiture tombe en panne.

**J'entends vos propos et paradoxalement j'ai l'impression que la Corse d'où je vous parle est encore épargnée de cette haine.**

Je ne connais pas assez bien la Corse, mais ça serait intéressant de réfléchir à ce qui, potentiellement, dans son statut, dans sa culture, agirait comme une forme de prévention ou de protection. Serait-ce cette conscience corse d'être à la fois le même et l'autre de l'histoire française ? C'est intéressant, par rapport à ce que le Juif a représenté dans l'histoire de penser que l'identité corse a peut-être conscience d'être un insider et un outsider, d'être à la fois pleinement le même et complètement l'autre par rapport au continent.

\*Jonathan, Arié et Gabriel Sandler]

**En rappelant les propos de Roland Dumas reprochant à Manuel Valls, alors Premier ministre, d'être sous l'influence de son épouse juive, ou bien la coquille d'impression trouvée par J. Derrida dans une édition de la Réflexion sur la question juive de Sartre où il est écrit «Le Juif est un homme que les autres hommes tiennent pour juif», vous insistez sur ce rapprochement historique entre l'antisémitisme et la misogynie.**

Oui car dans la rhétorique antisémite, il y a toujours eu une thématique croisée avec celle de la misogynie. Tout cela n'est pas très surprenant dans le sens où la femme et le Juif ont en commun, en tout cas dans la psyché antisémite, le fait de représenter ce même, cet autre et l'origine. Le Juif nous renvoie à l'origine de notre sacré. La femme renvoie à l'origine du monde. Ils partagent cette notion d'altérité qui est en nous et que certains n'arrivent pas à accepter.

**Vous êtes l'une des rares femmes rabbins de France, féministe, engagée et surtout écoutée. Est-ce facile de conjuguer cette identité plurielle pour tenter de faire évoluer les mentalités ?**

Mon identité multiforme est faite de convictions féministes, d'identité juive, d'engagements républicains et européens. Malheureusement, je trouve qu'on vit un temps où on essaie de nous faire habiter un seul monde exclusif et excluant. Il ne faudrait se définir que juif, que chrétien, que français, qu'athée, que laïque. Ça n'a pas de sens. Les mondes qui me constituent, c'est là où j'habite. Je ne cherche pas à être subversive, à créer des révolutions, j'essaie simplement de faire dialoguer ces mondes qui m'habitent.

**Comment peut-on lutter contre l'antisémitisme, dont vous montrez qu'il est au-delà de la simple xénophobie ou du refus de la différence ?**

Notre monde m'inquiète parce qu'en tant que rabbin, il me renvoie à l'épisode biblique de la tour de Babel dont la construction avait pour projet que tout le monde parle une seule langue. Mais l'histoire finit mal. La tour s'effondre et les hommes se retrouvent éparpillés sur la terre à parler des langages bien différents. Je pense que la tentation totalitaire, c'est justement la tentation de la tour de Babel, l'effroyable promesse d'une pensée et d'un langage unique. Alors, contre l'antisémitisme, il faut faire de l'«altérophilie». C'est-à-dire percevoir que l'altérité est une chance pour tous, pour notre société et pour nous-mêmes sans quoi la haine ira croissant, elle touchera bien sûr les Juifs mais pas qu'eux. Une phrase dit «quand tu entends parler des Juifs, tends l'oreille parce qu'on est en train de parler de toi» ■

Propos recueillis par Dominique PIETRI

Savoir + : Delphine Horvilleur, Réflexion sur la question antisémite, Éditions Grasset

## Monteverdi 2.0

Chef d'orchestre, violoniste, Jean-Christophe Spinosi a fondé en 1991 le Quatuor Matheus qui est rapidement devenu l'Ensemble Matheus, une formation à géométrie variable, pouvant aller de la « formation de chambre » jusqu'à l'orchestre symphonique. Depuis ses débuts, l'ensemble est impliqué dans une démarche artistique audacieuse et ouverte à tous, et se plaît donc à mélanger les différents genres musicaux de diverses périodes, du baroque au moderne, en passant par le classique et le romantique, interprétant ainsi un répertoire qui s'étend du XVII<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle, sur des instruments d'époque. Une de ses premières grandes réalisations a été la production, chez Naïve, d'une série d'enregistrements consacrés à certains chefs d'œuvre d'Antonio Vivaldi, jusqu'alors absents des discographies, notamment des opéras tels que son *Orlando Furioso*, dont la partition, scrupuleusement restituée dans sa version originale, était enregistrée pour la première fois dans son intégralité, un travail salué et récompensé par une Victoire de la musique et un BBC Award. Au fil des collaborations, à l'occasion de concerts ou d'enregistrements, l'Ensemble Matheus a noué de solides amitiés musicales avec de grands solistes : Cecilia Bartoli, Philippe Jaroussky, Natalie Dessay... Le programme proposé dans le cadre de Monteverdi 2.0 s'affirme comme représentatif de l'esprit qui anime l'ensemble et ses membres, permanents ou occasionnels. Bien au delà d'un simple hommage à un compositeur dont l'œuvre se situe à la charnière de la Renaissance et de l'époque baroque, considéré comme un des créateurs de l'opéra, il s'agit de mettre en évidence tout ce qu'il y a d'intemporel ou d'universel dans la musique de Claudio Monteverdi, mort en 1643. Et ainsi de retrouver, souligner, les liens qui unissent les musiques dites « savantes » à celles classées dans le registre du « populaire », au travers de morceaux divers, qu'il s'agisse du baroque italien, des polyphonies corses, du blues, du gospel ou encore des partitions pour orgue de Johann Christoph Bach et des airs du chanteur et joueur de oud nubien Hamza el Din. Un programme conçu comme un jeu de miroirs entre hier et aujourd'hui.

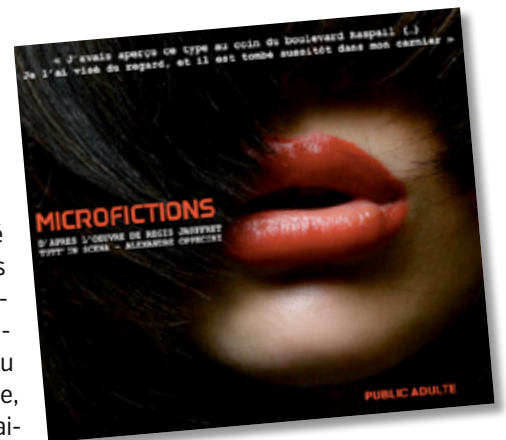
Le 26 janvier, 20h30. Théâtre Municipal de Bastia. ☎ 04 95 34 98 00 & [www.bastia.corsica](http://www.bastia.corsica)



## Microfictions

« Je est tout le monde et n'importe qui » affirmait Régis Jauffret sur le bandeau rouge qui ornait la toute première édition (chez Gallimard, dans la collection Blanche) de son *Microfictions*. C'était en janvier 2007. Réédité depuis en poche puis complété par un deuxième opus, *Microfictions 2018* (chez Gallimard toujours) ce pavé à plus d'un égard (et pour ses plus de 1000 pages et pour le choc qu'il occasionne souvent à ses lecteurs) est, plus qu'une compilation, une somme. Un ensemble de 500 textes courts qui, de A à Z (A pour le texte intitulé *Albert Londres*, Z pour celui qui a pour titre *Zoo*) sont autant de petites histoires, ou bien, plus simplement, des fragments de vie, des instantanés pris sur le vif. Lorsqu'ils ne sont pas carrément saignants, véritables tranches de vies ordinaires, ou même franchement et désespérément banales... jusqu'à s'avérer cruelles, monstrueuses. Vie de couple, vie de famille, vie au travail, grandes solitudes et petites turpitudes, tout y passe. On y croise journaliste cynique, cadre déphasé, vieillard plus qu'inique, flic et voyou, SDF, enfants en mal d'amour ou parfaitement indignes, père isolé, apprentis terroristes... Sous la direction artistique d'Alexandre Oppecini, la compagnie Tutt'in Scena a choisi de porter à la scène une trentaine de ces textes qui « dérangent, interrogent, glacent, émeuvent » et dans lesquels on redoute parfois de croiser son propre reflet. Un spectacle expressément réservé à un public averti.

Le 29 janvier, 20 h 30. Spaziu Natale Luciani, Campus Mariani, Corte. ☎ 04 95 45 00 78 & [studia.universita.corsica](http://studia.universita.corsica)



## Camille et Julie Berthollet

Sœurs, oui, mais pas jumelles. Quinze mois les séparent, mais la passion de la musique a toujours été leur dénominateur commun. L'aînée, Julie, commence à apprendre le violon à l'âge de 4 ans, puis le piano à 8 ans ; dans la foulée, viendront l'alto et le chant. Deux ans plus tard, la cadette, Camille, décide de se mettre au violoncelle puis, au bout de quatre ans, d'ajouter encore quelques cordes à son arc en apprenant aussi le violon. Elles avaient 11 et 10 lorsqu'elles se sont produites pour la toute première fois ensemble, sur scène. Pour autant, l'une comme l'autre ont également, chacune de son côté, volé de concours en récompenses, été invitées à se produire comme soliste dans des formations prestigieuses. Elles ont cela dit gardé le goût de se produire et d'enregistrer en duo, pour interpréter les grandes partitions du répertoire classique mais aussi des œuvres beaucoup plus récentes, pour lesquels elles proposent à l'occasion de nouveaux arrangements de leur cru. Les deux premiers albums qu'elles ont enregistré ensemble ont été récompensés par un Disque d'or, en 2015 et 2016. Après l'album #3, sorti à l'automne 2017, et qui mêlait allègrement Jean-Sébastien Bach, Paul Anka, des musiques originales de films comme *Le violon rouge* ou *Forrest Gump*... elles ont présenté fin 2018 un nouvel opus, *Entre 2*, dans lequel elles reprennent des chansons françaises célèbres en les adaptant à la musique classique.

Le 1<sup>er</sup> février, 20 h 30. Espace Diamant, Ajaccio. ☎ 04 95 50 40 80 & [espace-diamant.fr](http://espace-diamant.fr)





OUI, JE COMPRENDS: VOUS AVEZ  
BESOIN DE CRÉDITS POUR SAUVER  
VOS PETITS VILLAGES INSIGNIFIANTS.  
VOUS AVEZ LE CHOIX ENTRE TROIS ÉMISSIONS:  
BUDGET STORY, LES ANGES DU CONSEIL MUNICIPAL  
ET UN APPEL D'OFFRES PRESQUE PARFAIT.

ON EST EN 2019, MES AMIS!





1978 - 2018

40  
ANNI

# a filetto

*Bastia Aiacciu*



**bastia, le 15 février à 20h30** Teatru municipale

Billetterie : Tél : 04 95 34 98 00 / [www.bastia.corsica](http://www.bastia.corsica)

**Aiacciu, le 16 février à 21h00** A Fabbrica (L'aghja)

Billetterie : Tél : 04 95 20 41 15 / [www.corsebillet.com](http://www.corsebillet.com)